



Les transformations de la Chine contemporaine ^(1/2) Les enjeux

François CAMPAGNOLA | Juriste, docteur en droit international public, Prix Amiral Daveluy 2007 et chercheur associé à l'Institut prospectif et sécurité en Europe (Ipse).

Le centième anniversaire de la naissance (1921) du Parti communiste chinois (PCC) est l'occasion de faire un bilan des réalisations opérées en Chine depuis l'arrivée des communistes au pouvoir en octobre 1949. Cet examen est à faire notamment à la lumière des performances des quarante dernières années et des transformations qui en résultent pour la société chinoise. Au-delà, le pilotage des transformations chinoises doit beaucoup aux hommes qui les menèrent et aux perspectives dans lesquelles ils s'engagèrent alors. Dans le premier cas, il y eut incontestablement une rupture de part et d'autre de la disparition de Mao Zedong, quand bien même Xi Jinping insiste aujourd'hui sur la filiation. Dans le second cas, il est incontestable que la Chine a aujourd'hui tourné la page des Traités inégaux pour s'engager dans la voie de l'affirmation d'une puissance mondiale de premier ordre. Ayant dans un premier temps rompu avec le passé, il est non moins incontestable que la Chine communiste se ressource aujourd'hui à l'aune d'une culture confucéenne millénaire tant pour des raisons de politique intérieure que pour marquer sa différence avec les valeurs véhiculées par l'Occident.

**

La transformation chinoise puise ses sources dans les mouvements qui marquèrent la Chine durant la première moitié du XX^e siècle. La révolution chinoise fut à cet égard aussi nationaliste que communiste et aussi militaire que politique. Passé la période maoïste, elle fit également l'objet d'une révolution dans la révolution consistant à introduire une économie privée des moyens de production sous l'étroite tutelle du PCC. Il en résulta le miracle économique que l'on sait et une transformation de la société chinoise qui, la répression de la place Tien'anmen en juin 1989 ayant eu lieu, ne cherche pas à remettre en cause le principe du parti unique.

Les racines de la révolution chinoise

La thématique de la transformation chinoise est bien antérieure à l'arrivée des communistes au pouvoir. Elle naît au XIX^e siècle des confrontations de l'empire chinois avec la pénétration occidentale en Chine et est contemporaine



de la révolution du Meiji au Japon. Dans les dernières décennies de l'empire et au début de la république, deux visions de la transformation chinoise se succèdent sinon s'affrontent. La première fut celle du Yangwu principalement portée par le prince Gong aux lendemains des deux guerres de l'opium de 1842 et de 1860. La doctrine du Yangwu prend acte de la supériorité technique occidentale et prône de s'en imprégner afin de se doter d'une capacité militaire moderne. Il s'agit alors de prendre « le savoir chinois comme base et le savoir occidental comme moyen ». Les deux grandes défaites chinoises de 1885 contre les Français et de 1895 contre les Japonais montrèrent toutefois les limites de cette perspective.

Il en résulta une seconde vision de la transformation promue par le conseiller Kang Youwei et visant à élargir l'esprit de la réforme au domaine des institutions et de la politique. Cette vision donna lieu à 100 jours de réformes menées tambour battant en 1898 qui se soldèrent par un coup d'État des conservateurs qui coûta son trône à l'empereur au profit de sa tante, l'impératrice Cixi. Celle-ci n'en reprit pas moins le programme des mêmes réformateurs au lendemain de l'échec du mouvement des Boxers de 1900. Mais ces réformes vinrent trop tard pour sauver la dynastie et, avec elle, l'empire, qui s'effondra de lui-même le 10 octobre 1911 pour donner naissance à la république chinoise.

Dans le prolongement ultérieur de cette seconde vision, la transformation chinoise prit acte des échecs antérieurs et du foisonnement d'idées du mouvement du 4 mai 1919 en vue d'introduire les questions sociales et démocratiques dans l'esprit de la réforme. Les tentatives de réformes par le haut ayant échoué, restaient celles par le bas qui portèrent l'avènement de la république. Y contribuèrent notamment Sun Yat-sen qui créa le parti du *Guomindang* en 1924, les principaux *leaders* du mouvement étudiant de 1919 ainsi que les premiers dirigeants du parti communiste chinois de l'époque. Dans le premier cas, Sun Yat-sen tira les leçons de son échec en tant que premier président de la République chinoise en 1912 qui tint à l'absence de soutien populaire suffisant et au manque d'une force armée capable de garantir l'intégrité comme l'unité nationale. Le *Guomindang* est donc initialement un parti qui s'appuie sur le mouvement ouvrier et paysan au point d'accueillir individuellement en son sein les membres du Parti communiste chinois. L'incertitude militaire fut par ailleurs levée par la création d'une académie militaire en 1924 près de Canton et le succès d'une expédition du Nord menée par Chiang Kai-shek en 1926 contre les seigneurs de la guerre qui rétablit l'unité du pays. Seulement, Chiang Kai-shek qui succéda en 1924 à Sun Yat-sen à la tête du *Guomindang* purgea celui-ci très brutalement en 1927 pour s'en tenir à un programme strictement nationaliste débarrassé de ses velléités sociales et démocratiques.

De là, partit la guerre que se firent le *Guomindang* et le PCC jusqu'à la victoire finale de ce dernier en octobre 1949. La révolution chinoise qui aboutit à la prise de pouvoir du PCC en 1949 est donc tout autant animée par le nationalisme que par le socialisme. L'objectif fixé fut atteint par la victoire militaire de 1949 qui mit fin à plus d'un siècle de dépècements de la Chine. Sur le plan des

moyens, la prise de contrôle progressive du territoire par les forces armées du PCC à la faveur de la guerre sino-japonaise puis de l'affrontement militaire avec les forces du *Guomintang* à partir de 1945 font que la prise de pouvoir de 1949 fut tout aussi militaire que politique. Sur le plan politique, la question de la démocratie dans le Parti comme dans le pays fut enfin réglée par l'adhésion de la direction du PCC au stalinisme dès le milieu des années 1920 et l'affirmation du principe du parti unique.

Les ressorts du miracle économique chinois

En 1949, la Chine est un pays, en tout point, exsangue par un siècle d'occupation étrangères ponctuées de révoltes populaires intérieures à quoi s'ajoutent 8 ans de guerre sans merci contre le Japon à partir de 1937 et 4 ans de guerre civile de 1945 à 1949. Il y eut ensuite près de deux décennies d'instabilité dans la politique économique menée qui culminèrent avec la crise du Grand bond en avant de 1959, la rupture des relations sino-soviétiques qui soutenaient l'industrialisation chinoise et les affres de la Révolution culturelle. Outre ses drames humains, l'ensemble désorganisa fortement l'appareil de production. Il montra, en outre, aux autorités chinoises les limites à vouloir fonder le développement de l'économie sur la seule mobilisation politique du pays en faisant fi de la technique et de l'économie. Tel fut l'objet du tournant de 1978 que permit la mort de Mao Zedong en 1976 et l'arrivée de Deng Xiaoping au pouvoir.

L'objectif initial de la réforme de 1978 fut d'améliorer la planification pour améliorer le niveau de vie des populations et non d'introduire une économie de marché à l'Occidental. L'aboutissement en fut néanmoins une remise en cause de la planification. Il s'est agi également de trouver un débouché de travail à une classe d'âge particulièrement prolifique. Enfin, en Chine rurale comme en Chine urbaine, le niveau de vie stagnait à un niveau très rudimentaire depuis 30 ans et le mécontentement croissant de la population était de nature à faire courir des risques de légitimité au régime. La réforme en milieu rural prit alors deux formes qui sont le retour à l'exploitation familiale traditionnelle et le développement des entreprises rurales. Il résulta de la première un accroissement considérable de la productivité du travail et de la seconde la possibilité d'absorber le surplus de main-d'œuvre produit, associée à l'essor d'une première industrie légère. En milieu urbain, la réforme fut celle de la décentralisation au niveau des entreprises du système de gestion en vue d'accroître la productivité du travail. Le passage de l'ouverture à l'extérieur et à l'insertion réussie dans la mondialisation constitue jusqu'à nos jours l'étape suivante du processus de développement de l'économie chinoise. Son objectif est double : recourir aux investissements directs étrangers et aux technologies importées tout en protégeant le marché intérieur chinois.

L'ensemble prit assise sur la libéralisation des échanges mondiaux, un coût du travail chinois particulièrement faible, les avantages de l'entrée de la Chine à



l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et une probable dépréciation de la valeur du Yuan par rapport au dollar. Ceci permit à la Chine de devenir, en quatre décennies, la nouvelle usine du monde au terme d'un processus contrôlé par les autorités chinoises. Le PIB par habitant fut multiplié par 57 durant la période et sa part dans le PIB mondial passa de 2 % à 17 % devant les États-Unis et l'Union européenne. Aujourd'hui, le projet des nouvelles Routes de la soie est l'étape supplémentaire d'une consolidation de l'insertion de la Chine dans la mondialisation au sein de laquelle le programme « *Made in China 2025* » est destiné à assurer à la Chine un *leadership* mondial dans dix secteurs technologiques clés pour l'avenir.

Aujourd'hui, les défis que doit affronter la République populaire de Chine sont néanmoins nombreux. Parmi eux, le 1^{er} est le piège du revenu intermédiaire par lequel un pays en développement ne peut acquérir le statut de pays développé lorsqu'il ne dispose pas de l'économie de la connaissance et la capacité innovatrice nécessaires pour compenser, par les gains de productivité, l'augmentation mécanique du prix de la main-d'œuvre qui a fait son avantage comparatif initial. Ceci est tout particulièrement vrai pour les entreprises d'État chinoises et il n'est donc pas étonnant que Xi Jinping ait placé l'innovation au centre de ses préoccupations économiques. Le 2^e défi est celui du changement de paradigme de l'économie chinoise qui a été pendant quarante ans tirée par les exportations et l'investissement là où elle doit aujourd'hui s'appuyer sur le développement de la consommation intérieure. Le 3^e défi est celui de la bonne gestion économique et sociale du ralentissement structurel de la croissance de l'économie chinoise.

Le 4^e défi est démographique et tient au fait que d'ici 2050 le quart de la population chinoise aura plus de 65 ans. Cette situation explique largement l'abandon de la politique de l'enfant unique depuis le 1^{er} janvier 2016, le besoin d'adapter le pays à cette nouvelle donne, ainsi que celui de s'assurer du bon fonctionnement des solidarités intergénérationnelles compte tenu des limites des systèmes de retraite existants. Le 5^e défi est celui du risque que constitue pour l'unité du pays le développement des tensions sociales résultant des très fortes inégalités générées par le développement économique des dernières décennies. Enfin, le développement à marche forcée de la Chine ne s'est pas fait sans une dégradation accélérée des biens environnementaux à laquelle les autorités tentent aujourd'hui de remédier.

Les transformations de la société chinoise

Ces quatre décennies de réformes économiques ont, tout d'abord, sorti la Chine de la très grande pauvreté de masse même si près 80 millions de Chinois vivent encore sous le seuil de pauvreté de 1,25 dollar par jour. La population urbaine représente par ailleurs 56 % de la population totale aujourd'hui, contre 18 % en 1978, et sera de 70 % en 2030 avec 1 milliard d'individus malgré les obstacles mis à son développement. Depuis l'époque maoïste, le statut diffère, en effet, selon qu'on est urbain ou rural qui se transmet par génération afin de faire en sorte que

le développement économique du pays ne se traduise pas par un développement urbain non maîtrisé. Dans ce cadre, le *Hukou* est un certificat de résidence destiné à maintenir la population à la campagne dont il résulte le développement d'un flux semi-légal de population vers les villes qui se monte à plus de 200 millions de personnes aujourd'hui. Enfin, ces quatre décennies de réforme ont permis l'éclosion d'une classe moyenne urbaine dont le revenu moyen annuel est passé de 400 \$ en 1990 à 10 000 \$ aujourd'hui et est associée au très fort développement du secteur privé qui représente maintenant 80 % du PIB. Celle-ci est, selon les critères, évaluée à entre 10 et 20 % de la population chinoise.

On a un temps cru que la croissance économique et l'émergence d'une classe moyenne urbaine déboucheraient automatiquement sur l'avènement d'une société démocratique en Chine. Or, tel n'est pas le cas. Les événements de la place Tien'anmen de 1989 ont, tout d'abord, fermé cette option. Longtemps privées de biens de consommation, les fractions de la société chinoise qui le peuvent sont, en outre, surtout devenues consuméristes et, d'une certaine manière, individualistes. De ce point de vue, la consommation privée devrait globalement dépasser les 50 % du PIB au cours de la décennie 2020 alors qu'elle était inférieure à 40 % dans la décennie précédente. Cette consommation reste toutefois très inégalitaire, tout comme la répartition des richesses. Ainsi, 8,5 % de la population vivant principalement dans les villes côtières concentreraient 43 % des dépenses de consommation des ménages ; pire encore, 1 % de la population aisée détiendrait 33 % des richesses du pays et les 25 % les plus pauvres seulement 1 %. Enfin, cette consommation est entravée par le poids de l'épargne visant à satisfaire, dans chaque famille, aux besoins de la génération des anciens. En matière d'individualisme, on signalera que la jeunesse chinoise issue de la politique de l'enfant unique présente les symptômes de l'enfant gâté et se focalise d'autant plus sur la vie professionnelle que l'insertion est devenue plus difficile depuis que les meilleures places sont prises et l'accès à la propriété dans les grandes villes devenu prohibitif. Ce qui réduit d'autant l'engagement collectif, pour autant qu'il soit possible.

L'engagement politique en dehors du Parti communiste est quasiment impossible car très fortement réprimé. La contestation est également très minoritaire dans le pays parce que l'adhésion au régime reste une réalité sociale forte notamment dans les classes moyennes. En Occident, celles-ci portent la démocratie alors qu'en Chine, elles sont redevables au Parti communiste chinois des quatre décennies de croissance qui ont fait leur situation. Ayant pour partie connu les affres de la Révolution culturelle, la tendance est, en outre, plutôt au conservatisme qu'à l'aventurisme. Au sein des élites politiques du PCC, la règle sévèrement sanctionnée est d'exprimer strictement la ligne du Parti tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Il en est notamment ainsi depuis que les dirigeants chinois ont tiré les leçons des divisions internes étalées au grand jour qui ont largement contribué aux événements de Tien'anmen. Cela ne signifie pas pour autant une absence de clivages sur la ligne politique et de compétitions pour le pouvoir comme l'a montrée



l'affaire Bo Xilai, l'un des compétiteurs de Xi Jinping emprisonné pour corruption avant l'arrivée de ce dernier au faite de son pouvoir. Cela signifie simplement que la cause est plus dangereuse qu'elle n'a été au lendemain de la mort de Mao comme depuis l'arrivée de Xi Jinping qui fait figure de conservateur en la matière. Dès lors, les divergences ont davantage tendance à s'exprimer sous la forme d'une résistance passive aux réformes voulues par la direction du Parti.

Dans tous les cas de figure, les divergences ne portent pas sur la remise en cause de la tutelle du PCC. Parmi les élites économiques, les acteurs du secteur d'État sont à la même enseigne que les membres du Parti auquel ils appartiennent le plus souvent. Par ailleurs, nombre d'entrepreneurs privés sont également issus du PCC ou ont développé leurs affaires sous sa protection. Du point de vue des élites intellectuelles, la répression des événements de Tien'anmen est, tout d'abord, un marqueur fort et a montré les lignes rouges à ne pas dépasser. Leur dépendance financière à l'égard du parti-État est également un fait à prendre en considération. Dans ce cadre, le débat opposant schématiquement conservateurs et libéraux existe néanmoins. Toutefois, lorsque ces derniers prônent plus de démocratie, il ne s'agit pas de la démocratie pluraliste à l'occidental, mais à la chinoise, en faveur d'une plus grande écoute de la société par les dirigeants ; ce qui revient à la promotion d'un despotisme éclairé. Tous considèrent enfin que la réussite du pays et sa montée en puissance requièrent le maintien du *statu quo*. Quelques voix discordantes existent cependant contre certaines des injustices les plus criantes. Elles sont notamment fréquentes en cas d'expropriation et mobilisent alors les capacités de pression multiples du parti-État.

(À suivre...)